

# Lutte contre le VIH SIDA au Bénin : Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, satisfaite des avancées

*Du 9 au 13 septembre 2024, Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, a effectué une visite officielle au Bénin. Cette mission lui a permis de rencontrer plusieurs personnalités importantes du pays, dont le Chef de l'État et le Président de l'Assemblée Nationale. Au terme de ses échanges, elle a exprimé sa satisfaction quant aux efforts fournis par le Bénin dans la lutte contre le VIH/SIDA.*



**Winnie Byanyima**

Mme Byanyima a rappelé que « le Bénin a accompli des progrès

considérables dans la lutte contre le SIDA. En 14 ans, les nouvelles infections et les décès ont été réduits de moitié, et de nombreuses personnes ont désormais accès à des traitements. » Toutefois, elle a précisé que 1 400 nouvelles infections ont été enregistrées l'année dernière, avec une prédominance chez les jeunes filles, particulièrement vulnérables.

Ces avancées sont le résultat des actions entreprises par le gouvernement béninois et ses partenaires, notamment dans le domaine de la mobilisation des financements. Mme Byanyima a salué les efforts du Bénin, qui, contrairement à plusieurs autres pays, a réussi à contribuer à hauteur de 32 % au financement de la lutte contre le VIH/SIDA. Elle a également évoqué un projet clé lancé en collaboration avec Expertise France, visant à renforcer la réponse communautaire contre la stigmatisation et la discrimination.

### ***Un partenariat stratégique avec Expertise France***

Le partenariat avec Expertise France a été souligné comme une initiative majeure. Ce projet, qui vise à instaurer une réponse communautaire pour lutter contre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH, a été officiellement lancé lors de la visite de Mme Byanyima. Elle a également reconnu l'importance de l'aide financière fournie par la France à travers ce partenariat, qui permettra de surmonter l'obstacle de la stigmatisation, souvent à l'origine de la réticence des personnes infectées à accéder aux soins.

### **Des avancées avec la science**

En réponse aux rumeurs sur la disponibilité d'un remède ou d'un vaccin contre le VIH, Mme Byanyima a clarifié qu'« il n'y a pas de remède ni de vaccin, juste des essais en cours ». Elle a insisté sur le fait qu'aucun traitement curatif ou préventif concret n'a encore été découvert, bien que la recherche progresse. En revanche, elle a souligné la

disponibilité de nouveaux outils de prévention, dont la « prep injectable ». Ce traitement révolutionnaire permet aux personnes à risque de recevoir deux injections par an, en alternative aux comprimés quotidiens, afin de prévenir toute infection par le VIH.

La Directrice exécutive de l'ONUSIDA a appelé les médias à jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation et l'information, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs 2030 dans la lutte contre le VIH/SIDA au Bénin.

**Megan Valère SOSSOU**

---

## **Tozé, le répulsif biologique qui protège vos cultures des ruminants**

*Face aux dégâts causés par les bœufs, moutons et chèvres dans les champs, le produit Tozé se positionne comme une solution efficace et écologique. Ce répulsif biologique, conçu à partir d'extraits d'animaux et de plantes, repousse les ruminants sans nuire à l'environnement, aux plantes ou aux humains.*



## **Produit Tozé**

Une solution naturelle contre les ravages des ruminants

Les agriculteurs béninois sont régulièrement confrontés aux destructions causées par les ruminants, surtout en saison sèche, lorsque les bœufs errants s'attaquent aux plantations. Tozé agit comme une barrière naturelle, préservant les cultures annuelles, les plantations fruitières et les plantes de couverture. Contrairement aux produits chimiques, Tozé est non toxique, validé par le laboratoire pharmacologique de l'EPAC/UAC, garantissant la sécurité pour l'homme et l'environnement.

Le dosage de Tozé est simple : 1 litre du produit mélangé à 5 litres d'eau permet de traiter une bande de 2 mètres sur 400 mètres. Ainsi, un hectare de champ nécessite seulement un litre de Tozé. Le traitement reste efficace pendant deux mois, offrant une protection durable contre les ruminants. Un litre est vendu à 5000 FCFA, ce qui en fait une solution accessible

pour les petits et grands agriculteurs.

Une alternative durable et non toxique

En plus de son efficacité, Tozé est respectueux de l'environnement. Les études toxicologiques et d'impact environnemental ont été validées par l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE), prouvant son innocuité pour les cultures, les animaux et les humains.

Tozé représente ainsi une avancée importante pour les agriculteurs soucieux de protéger leurs cultures tout en respectant la biodiversité.

***Megan Valère SOSSOU***

---

## **Entretien avec Junias AZONDJINMON sur le Camp Régional Youth40DD 2024**

Aujourd'hui, nous avons l'honneur de recevoir D. Junias AZONDJINMON, Expert Consultant GéoEnvironnementaliste et spécialiste des questions liées aux changements climatiques. En tant que Président de l'ONG RAEDD, Coordonnateur du Réseau Africain Youth40DD et Président du Comité de Gestion du Camp Régional Youth40DD, il est à l'initiative d'un événement d'envergure pour la jeunesse africaine : le Camp Régional Youth40DD (CRY40DD). Ce camp vise à promouvoir l'engagement des jeunes dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).





Dans cet entretien, il nous éclaire sur l'importance de ce rendez-vous et les opportunités qu'il offre à la jeunesse africaine.

***Pouvez-vous nous présenter le Camp Régional Youth4ODD ?***

Le Camp Régional Youth4ODD, ou CRY4ODD, est un événement international dédié à la jeunesse africaine, axé sur les Objectifs de Développement Durable des agendas 2030 (NU) et 2063 (UA). Initié par RAEDD ONG et soutenu par le Réseau Africain Youth4ODD, cette édition 2024 est co-organisée avec ROJALNU ODD Togo et AGEF Togo. Elle réunira 100 jeunes leaders et engagés des ODD de 10 pays africains à Vogan, au Togo, du 17 au 20 octobre 2024.

***Pourquoi avoir choisi le Togo pour cette édition 2024 ?***

Le choix du Togo a été fait sur une base votée par les organisations points focaux du Réseau Africain Youth4ODD après

l'édition 2023, qui s'est tenue au Bénin. Conformément à cette décision collective, le Togo accueillera l'édition 2024 du Camp Régional Youth40DD.

***Quelles seront les principales activités de cette édition ?***

Le programme de cette édition inclut des communications, des formations pratiques, des actions communautaires, des sorties écotouristiques, un concours Pitch Miss ODD, une foire d'exposition des produits et services innovants de la jeunesse africaine, ainsi qu'une grande soirée gala. Ces activités visent à renforcer la synergie entre les participants et à promouvoir l'atteinte des ODD à travers des actions locales et internationales.

***Quel est le thème principal du camp cette année ?***

Le thème central de cette édition est : ''Jeunesse Africaine au Cœur des Objectifs de Développement Durable des Agendas 2030 (NU) et 2063 (UA)''

Quels pays seront représentés au camp ?

Cette édition réunira des jeunes leaders provenant du Bénin, Togo, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Niger, Tchad, Gabon, Ghana et Guinée, qui participeront aux différentes activités prévues.

***Quels bénéfices cet événement apportera-t-il à la jeunesse africaine ?***

Les participants amélioreront leur compréhension des enjeux sociétaux et des urgences mondiales tout en renforçant leurs compétences grâce à des formations et des actions sur le terrain. Ce camp est conçu pour galvaniser les jeunes à agir pour atteindre les objectifs des agendas 2030 et 2063. À leur retour, chaque participant mènera des actions locales, encadrées par les organisations points focaux de leur pays.

***Avez-vous un appel à lancer pour cet événement ?***

Nous exprimons notre profonde gratitude envers nos partenaires et les organisations points focaux du Réseau Africain Youth4ODD pour leur engagement à atteindre les objectifs des Agendas 2030 et 2063. Nous invitons toute personne souhaitant soutenir cette édition 2024 du Camp Régional Youth4ODD à Vogan à se joindre à cet effort collectif pour un avenir durable et prospère pour la jeunesse africaine.

---

# **Journée de l'activiste climat: un pari gagné pour Bio Tabaraka Bangana**

*Célébrée autour du thème «Solidarité mondiale et justice climatique : les jeunes au cœur de l'action climatique », la 1<sup>ère</sup> journée de l'activiste climat s'est tenue à Obama center de l'université d'Abomey Calavi, du 05 au 07 septembre 2024. Cette célébration a connu la participation d'une trentaine de jeunes venus de divers horizons.*





### ***Photo de famille***

Selon Bio Tabaraka Bangana, coordonnateur de cette initiative, le but est de renforcer les capacités des jeunes activistes sur les questions climatiques, afin qu'ils mettent ces compétences au service de leur communauté.

En lançant officiellement cet évènement, Mme Arielle Heaven Akouete, Directrice Générale de promotion de l'éco-citoyenneté du ministère du cadre de vie et des transports chargé du développement durable, a encouragé et invité les jeunes activistes à plus d'engagement.



### *Cérémonie de lancement*

Arielle Heaven Akouete, Directrice Générale de promotion de l'éco-citoyenneté du MCVT

«Nous avons besoin aujourd'hui de jeunes déterminés comme vous. Être activiste, c'est un mode de vie. Les messages que vous véhiculez, vous devez en vivre le contenu», a-t-elle laissé entendre.

Plusieurs thématiques ont été développées au cours des échanges. Il s'agit entre autres de l'agriculture intelligente, de la gestion des déchets, de la transition énergétique, des énergies renouvelables, et bien d'autres sujets.

Dirigée par Salem AYENAN, la simulation de la COP 29 a été l'un des exercices les plus intéressants de cette initiative, où chaque groupe de jeunes délégués a vaillamment défendu ses intérêts.





### *Participants*

Entre communication, débat et partage d'expériences, cette activité a eu un impact significatif sur les diverses parties prenantes. Les participants à cette première édition de la journée de l'activiste climat sont ainsi répartis bien aguerris, promettant de faire bon usage des compétences acquises.

***Pothin ADANVESSI***

---

# **Agroécologie au Bénin : Les Jardins de l'Espoir promeut**

# **l'assurance qualité et la maîtrise financière**

[This article can be read in english on the Eco Voice Africa](#)

*Pour rassurer de la qualité des produits agroécologiques, de la production à la consommation, Les Jardins de l'Espoir, avec le soutien financier de l'Agroecology Fund, a initié le projet « Assurance qualité et maîtrise financière des systèmes agroécologiques paysans » (AQSAEP). Ce projet a été présenté lors d'un atelier à Abomey-Calavi, en présence des principaux acteurs de l'agroécologie au Bénin.*



*Vue d'ensemble des participants*

Raoudath Bouraima, Présidente de Les Jardins de l'Espoir, a expliqué que l'objectif du projet est de garantir aux consommateurs, ainsi qu'aux producteurs, une production et une

consommation saine et durable. « Il s'agit d'apporter plus de valeur aux produits agroécologiques sur le marché, en assurant leur qualité », a-t-elle précisé.

Au cours de cet atelier, les participants ont examiné la nécessité de réaliser une cartographie des bonnes pratiques et des acteurs clés de l'agroécologie au Bénin, réalisée à partir d'une étude diagnostique. Ils ont également travaillé à l'élaboration des éléments essentiels du cahier des charges pour la certification AQSAEP, et discuté des moyens de redynamiser les marchés fermiers paysans afin de faciliter l'accès à ces produits écologiques.

Le projet AQSAEP comprend plusieurs volets : l'aménagement d'infrastructures agroécologiques, la création d'une ferme témoin, la distribution d'intrants aux producteurs, la mise en place d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes agroécologiques, une étude de rentabilité économique de ces pratiques, et la création d'un marché modèle illustrant les principes de la nouvelle certification. L'initiative inclut également l'expérimentation de nouveaux systèmes de production, dont les résultats seront validés par les parties prenantes du secteur agroécologique.

### **Une certification AQSAEP pour renforcer la confiance des consommateurs**

« Ce projet nous conduira à une certification des produits agroécologiques », a souligné la présidente de Les Jardins de l'Espoir. Il s'agit de garantir que les producteurs utilisent des outils et des pratiques transparentes, rassurant ainsi les consommateurs sur la qualité des produits agroécologiques disponibles sur le marché.

La certification AQSAEP, au cœur du projet, vise à offrir une garantie de qualité élevée des produits agroécologiques, un avis partagé par Noël Obognon, coordonnateur du projet. Monkoun Jaurès, directeur du CeVAD et membre de la FAEB, a



salué cette initiative qu'il qualifie de « très pertinente ». Cette certification ouvrira de nouvelles opportunités pour les producteurs agroécologiques en renforçant la confiance des consommateurs et en consolidant leur position sur le marché a-t-il laissé entendre.

Le projet AQSAEP porté par Les Jardins de l'Espoir avec le soutien de Agroecology Fund, promet ainsi de transformer durablement le secteur agroécologique béninois, en misant sur des pratiques agricoles responsables et une gestion financière rigoureuse, pour le bien-être des producteurs et des consommateurs.

***Abalo Towanou***

---

## **Lutte contre le VIH/SIDA : Winnie Byanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, en visite officielle au Bénin**

*Winnie Byanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA et Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, est en visite officielle au Bénin du 9 au 13 septembre 2024. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Expertise France pour renforcer la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre.*



Durant son séjour, Mme Byanyima rencontrera le Chef de l'État, des représentants gouvernementaux, ainsi que des acteurs de la société civile pour évaluer les progrès du projet financé à hauteur de 1,92 million d'euros. Un projet qui vise à améliorer l'accès aux traitements et à renforcer la prévention du VIH dans six pays de la région, dont le Bénin.

Cette visite témoigne de l'engagement continu de l'ONUSIDA à soutenir les initiatives locales pour atteindre l'objectif de mettre fin à l'épidémie de VIH/SIDA d'ici 2030.

Rappelons qu'en plus des problématiques touchées par le projet avec Expertise France, les priorités de l'ONUSIDA dans la sous-région et particulièrement au Bénin, restent : le VIH pédiatrique, Education +, et le dépistage des hommes. Ces rencontres permettront d'évaluer les avancées sur le terrain et d'identifier les défis restants.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# DGEFC : 44 sous-officiers obtiennent leurs Diplômes d'Aptitude Professionnelle

*La Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC) a célébré, mardi 03 septembre 2024, la fin de formation et la remise de Diplôme d'Aptitude Professionnelle (DAP) à 44 sous-officiers, dont six femmes. Cette cérémonie s'est déroulée sous la présidence de Madame Jeanne ADANBIOKOU AKAKPO, Directrice de cabinet du Ministre du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable (MCVT), représentant Monsieur José TONATO, le Ministre.*



Organisée à Akpakpa, au siège de la DGEFC, cette formation de 90 jours a permis aux stagiaires de se perfectionner dans des domaines variés : Conservation de la Faune, Aménagement et Gestion des Aires Protégées, Foresterie Rurale, ainsi que des modules sur la législation et la pratique administrative. Ils

ont également bénéficié d'un entraînement physique et militaire, afin de renforcer leur capacité à protéger efficacement les ressources naturelles du pays.

Dans son discours, la Directrice de cabinet a souligné l'engagement du gouvernement à améliorer les compétences du personnel forestier. Elle a encouragé les récipiendaires à poursuivre leurs efforts et à mettre à profit leurs nouvelles compétences pour protéger l'environnement et la biodiversité.

Monsieur Rémi HEFOUME, Directeur Général des Eaux, Forêts et Chasse, a exprimé sa reconnaissance au Président de la République et au Ministre pour leur soutien indéfectible. Il a exhorté les sous-officiers à faire preuve de professionnalisme et de probité dans leurs fonctions futures.

De son côté, Madame Charlotte OKUNDE, Directrice de l'École Nationale des Eaux, Forêts et Chasse, a salué les réformes en cours, notamment la loi 2020-18 du 03 juillet 2020, qui renforce le statut des fonctionnaires forestiers. Elle a insisté sur l'importance de ces mesures pour préparer le personnel aux défis liés aux changements climatiques.

Les diplômés, représentés par leur porte-parole Innocent GAMMENON, ont exprimé leur gratitude pour cette formation et se sont engagés à contribuer pleinement à la gestion durable des ressources naturelles. Ils ont tous obtenu des moyennes supérieures à 12/20, avec 07 mentions très bien, 34 mentions bien, et 03 mentions assez bien.

***Megan Valère SOSSOU***

---



# **Revue du premier semestre 2024 : Progrès et défis du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays Bénin-PNUD**

*Le jeudi 22 août 2024, la salle de conférence du Ministère du Cadre de Vie et des Transports a accueilli la revue du premier semestre 2024 du pilier 1 « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays 2024-2026, entre le Gouvernement du Bénin et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette rencontre, sous le leadership du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, visait à analyser les progrès réalisés dans l'opérationnalisation du cadre de coopération et à proposer des mesures pour résoudre les problèmes éventuels.*



### ***Revue semestrielle / Projets PNUD Benin***

À l'ouverture de cette revue, M. Elhadj Oumar Diallo, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin, a souligné le caractère obligatoire de cette rencontre, essentielle pour la reddition des comptes auprès des partenaires. Il a indiqué que le niveau d'exécution financière des projets de ce pilier était de 41% au 30 juin et de 53% au 19 août 2024, avec un objectif de 75% d'ici fin septembre 2024. Ces chiffres mettent en lumière les défis rencontrés dans l'utilisation des crédits par les projets.

Pour M. Urbain TCHIAKPE, représentant le Ministre du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, cette revue constitue un moment crucial pour évaluer les progrès réalisés et formuler les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes identifiés. Il a exprimé sa gratitude envers les agences du Système des Nations Unies (SNU) qui soutiennent activement le Gouvernement dans la réalisation des objectifs du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026.

Au total, cinq projets ont été passés en revue, présentant

leurs performances, les difficultés rencontrées, les risques, les bonnes pratiques, les leçons apprises ainsi que les mesures mises en œuvre suite aux recommandations antérieures. Les projets examinés étaient :

- **Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières Exposées aux Effets Néfastes des Changements Climatiques (PRRéCAZ)**
- **Projet de Renforcement de la Résilience du Secteur de l'Énergie aux Impacts des Changements Climatiques au Bénin (PANA-ENERGIE)**
- **Projet de Promotion de la Production Durable de Biomasse Électricité au Bénin (BIOMASSE-ELECTRICITE)**
- **Projet de Restauration et de Valorisation des Terres et des Écosystèmes Forestiers Dégradés pour une Meilleure Résilience Climatique au Bénin (PIRVaTEFoD-Bénin)**
- **Projet de Promotion du Sel Local Iodé Xwlajê dans la Zone Côtière au Bénin (PROSEL)**

Les échanges ont révélé plusieurs résultats intéressants pour le premier semestre 2024, tout en soulignant la nécessité d'efforts supplémentaires pour atteindre la cible de 100% d'exécution financière du Programme d'ici la fin de l'année. Des recommandations ont été formulées pour surmonter les défis liés aux délais de passation des marchés selon la procédure nationale et pour assurer la durabilité des acquis de certains projets.

Cette revue a donc été un moment clé pour renforcer la coopération et ajuster les stratégies afin d'optimiser les résultats des projets du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi ».

***Megan Valère SOSSOU***

---

# **Le Dr Faustine Englebert Ndugulile de la Tanzanie désigné prochain Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique**

*Le Dr Faustine Englebert Ndugulile a été désigné Directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la Région africaine. Il succédera à la Dre Matshidiso Moeti, qui a effectué deux mandats de cinq ans à la tête du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.*

*Les États Membres ont voté en faveur de la désignation du Dr Ndugulile lors de la soixante-quatorzième session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, qui se tient à Brazzaville, au Congo. Les autres candidats étaient le Dr Boureima Hama Sambo (proposé par le Niger), le Dr Ibrahima Socé Fall (proposé par le Sénégal) et le Dr Richard Mihigo (proposé par le Rwanda).*





*Dr Faustine Englebert Ndugulile*

La désignation du Dr Ndugulile sera soumise à la 156e session du Conseil exécutif de l'OMS, qui se tiendra en février 2025 à Genève, en Suisse. Le nouveau Directeur régional prendra ses fonctions pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

Dans son discours d'acceptation, le Dr Ndugulile a exprimé son engagement à faire progresser la santé des populations de la Région. « C'est pour moi un grand honneur et une grande humilité d'avoir été élu au poste de Directeur régional de

l'OMS pour l'Afrique. Je remercie les États Membres pour la confiance qu'ils m'ont témoignée. Je promets de travailler avec vous et je crois qu'ensemble nous pouvons construire une Afrique plus saine », a déclaré le Dr Ndugulile.

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, a félicité le Dr Ndugulile pour son élection en tant que Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. Il a par ailleurs remercié le Dr Sambo, le Dr Fall et le Dr Mihigo pour leurs campagnes.

« Le Dr Ndugulile a gagné la confiance des États Membres de la Région pour être élu prochain Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. C'est un grand privilège et une très grande responsabilité », a déclaré le Dr Tedros. « Toute la famille de l'OMS en Afrique et dans le monde entier et moi-même vous soutiendrons à chaque étape de votre parcours. »

Le Dr Tedros a également remercié la Dre Moeti, Directrice régionale sortante de l'OMS, pour ses dix années d'engagement et d'excellence au service des pays et des populations d'Afrique.

« Je remercie ma consœur, la Dre Moeti, pour tout ce qu'elle a fait pour la santé des populations africaines, mais aussi pour ce qu'elle est », a ajouté le Dr Tedros. « Je la remercie pour l'exemple qu'elle a donné et l'héritage qu'elle a laissé. »

La Dre Moeti a félicité le Dr Ndugulile et lui a souhaité beaucoup de succès. « Je voudrais vous féliciter pour votre élection au poste de Directeur régional pour l'Afrique. C'est un rôle extrêmement gratifiant. Malgré les nombreux défis, je sais que vous prendrez le relais et que vous continuerez à accélérer les progrès déjà réalisés, en mettant la santé et le bien-être des populations africaines au centre de vos préoccupations », a indiqué la Dre Moeti.

---

# Dr Ifedayo Morayo Adetifa devient le Directeur de la transformation à FIND

*FIND a le plaisir d'annoncer la nomination du Dr Ifedayo Morayo Adetifa au poste de Directeur de la Transformation. Dr Adetifa, qui assumera également les fonctions de Directeur Exécutif, apporte une riche expérience et un parcours éprouvé dans le domaine de la santé mondiale et de la sécurité sanitaire, en particulier dans la prévention et le contrôle des maladies infectieuses.*



*Dr Ifedayo Morayo Adetifa*

Dr Adetifa, pédiatre chevronné et épidémiologiste accompli des maladies infectieuses, a précédemment occupé le poste de Directeur Général et Exécutif du Centre Nigérian de Contrôle

et de Prévention des Maladies (NCDC). Pendant son mandat au NCDC, il a joué un rôle crucial dans l'avancement de la réponse du Nigeria à la COVID-19. Il a également attiré des fonds substantiels pour les programmes, géré des budgets importants et supervisé une grande équipe dédiée à la lutte contre les agents pathogènes épidémiques et endémiques.

Exprimant son enthousiasme pour son nouveau rôle, Dr Adetifa a déclaré : « Je suis ravi de rejoindre FIND à un moment aussi critique pour la santé mondiale et en particulier pour les diagnostics. J'ai hâte de diriger l'équipe de FIND et de collaborer avec nos partenaires mondiaux pour stimuler l'innovation diagnostique et garantir que ces avancées atteignent ceux qui en ont le plus besoin. »

Dr Ayoade Alakija, président du conseil d'administration de FIND, a souligné l'importance de cette nomination : « Alors que FIND entame un nouveau et passionnant voyage de transformation, nous sommes ravis d'accueillir Dr Adetifa dans la famille FIND alors qu'il assume les responsabilités de Directeur Général. Sa nomination marque une étape importante, car il devient le premier Directeur Général africain du Sud global que FIND a été créé pour servir. Je suis particulièrement fier d'accueillir le premier Directeur Exécutif africain dans le Geneva Global Health Campus et l'écosystème plus large. Rééquilibrer le pouvoir est ce qui fera progresser la santé pour tous, et je reste pleinement engagé à faire en sorte que le leadership en santé mondiale reflète la diversité des populations que nous servons. »

L'expérience étendue de Dr Adetifa comprend des travaux aux niveaux national, régional, continental et international sur la fièvre de Lassa, les vaccins et l'immunisation, le virus respiratoire syncytial, le paludisme, la tuberculose et les systèmes de santé. Il est également actuellement membre du comité consultatif scientifique de la Coalition pour les Innovations en Préparation aux Épidémies (CEPI).

Dr Adetifa a obtenu ses qualifications médicales de premier cycle à l'Université d'Ilorin, au Nigeria, et a terminé sa résidence en pédiatrie au Lagos University Teaching Hospital, Idi-Araba, Lagos, avec l'attribution d'une bourse du West Africa College of Physicians en pédiatrie. Il a ensuite obtenu une maîtrise en sciences de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), à Londres, et un doctorat (tous en épidémiologie) de l'Université d'Amsterdam. Il a également été professeur associé d'épidémiologie des maladies infectieuses à la LSHTM avant sa nomination au NCDC.

Alors qu'il prend ses nouvelles fonctions, Dr Adetifa est prêt à guider FIND dans cette période de transformation et à faire progresser sa mission d'innover et d'élargir l'accès aux tests diagnostiques à l'échelle mondiale, en veillant à ce que ceux qui en ont le plus besoin ne soient pas laissés pour compte.

---

## **Gestion intégrée du parc W: le Bénin met en place sa plateforme nationale**

*Le Bénin accueille depuis ce lundi 26 août 2024 à Cotonou, l'atelier national dédié à la mise en place de la plateforme de l'écosystème transfrontalier du complexe naturel W au Bénin. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet d'amélioration de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), de la gestion et de la gouvernance fondée sur la connaissance du bassin du Niger et du système aquifère d'Ilullemmeden – Taoudéni/Tanezrouft (NB-ITTAS), piloté par l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).*





### *Vue d'ensemble des participants*

Tchokponhou Allomasso, Coordonnateur régional du projet NB-ITTAS, a rappelé que cet atelier marque la dernière phase d'un processus entamé depuis 2020. Il vise à mettre en place une gestion rationnelle de cet écosystème de grande importance pour l'Afrique de l'Ouest, reconnu pour sa diversité floristique et faunique a-t-il souligné. Ce projet bénéficie d'un grand intérêt de la part des partenaires internationaux. Il a exhorté les participants à s'investir pleinement pour la réussite de cet atelier.



### *Cérémonie d'ouverture de l'atelier*

Représentant le Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger, Ibro Adamou, Directeur technique par intérim de l'ABN, a exprimé sa gratitude envers les autorités béninoises, notamment le ministère en charge de l'eau, qui assure la tutelle de l'Autorité du Bassin du Niger au Bénin. Il a souligné l'importance capitale de cet atelier dans le contexte des efforts déployés depuis plusieurs années pour accompagner les pays membres de l'ABN dans la préservation des ressources naturelles du bassin du Niger.

Aurélien Tossa, Chef de service de la coopération internationale et d'appui aux structures et organes GIRE, représentant le ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines, a insisté sur l'objectif principal de cette plateforme : améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources naturelles dans 11 pays, dont le Bénin et le Burkina Faso. Il a rappelé que les écosystèmes, véritables interfaces entre nature et société, doivent être gérés de manière intégrée et participative pour garantir leur préservation.



*la plénière*

## **La plateforme, un outil pour une gestion efficace des écosystèmes**

L'atelier permettra de dresser un état des lieux des écosystèmes d'importance mondiale, dont fait partie le parc W. Des plateformes nationales et régionales sont prévues autour de ces écosystèmes pour créer un environnement favorable à une meilleure gestion de la biodiversité. Après le Burkina Faso, c'est maintenant au tour du Bénin de mettre en place sa propre plateforme. Ibro Adamou s'est réjoui de la diversité des acteurs présents à cet atelier, signe du succès de l'initiative.

Cette nouvelle plateforme permettra de regrouper, analyser et produire des informations de qualité pour une gestion plus efficace des écosystèmes. Elle constitue un outil essentiel dans la lutte contre les défis sécuritaires et climatiques qui menacent ces ressources d'importance mondiale.

À l'issue des trois jours de travaux, une plateforme intégrée sera mise en place, offrant une opportunité unique aux différents acteurs d'apporter leurs contributions à la préservation de cet écosystème vital.

***Abalo Towanou***

---

## **Des équipements agricoles pour renforcer la résilience climatique des communautés**



# rurales au Bénin

*D'importants matériels et équipements agricoles ont été remis le mardi 20 août 2024, à quatorze (14) clusters agricoles fonctionnels dans les filières riz, soja, anacarde, karité et cultures maraîchères de la commune de Djougou. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières exposées aux effets néfastes des changements climatiques (PRRéCAZ), soutenu par le Gouvernement du Bénin, le Royaume de Belgique, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).*



## *Remise de matériels et équipements agricoles*

La cérémonie de remise, qui s'est déroulée à la Cellule Communale de Djougou, a été co-présidée par M. Dossa AGUEMON, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), représentant le Ministre, et M. Titus OSUNDINA, Représentant Résident du PNUD au Bénin. Étaient également présents les autorités politico-administratives, les préfets des départements de la Donga et de l'Alibori, les maires des communes bénéficiaires du

PRRéCAZ, le Directeur national du projet, ainsi que des populations locales.

## **Des équipements pour améliorer la productivité et la résilience**

Les équipements agricoles offerts aux clusters comprennent des tracteurs, des motoculteurs, des batteuses-vanneuses, des motopompes, des décortiqueuses, des semoirs, des kits d'étuvage, des tricycles, des moulins à grain de soja, et bien d'autres. La valeur totale de ces équipements s'élève à 278 millions de FCFA, financés par la Belgique. Ces matériels modernes visent à améliorer la productivité des agriculteurs, tout en les aidant à mieux s'adapter aux impacts du changement climatique.

## **Promouvoir des pratiques agricoles durables**

Lors de son allocution, M. Dossa AGUEMON a exhorté les producteurs récipiendaires à adopter et respecter les bonnes pratiques agricoles, tout en veillant à la préservation de l'environnement. Il a rappelé que la durabilité des écosystèmes est essentielle pour la réussite des activités agricoles à long terme, surtout dans un contexte de changements climatiques.

Le PRRéCAZ vise à renforcer la résilience des communautés agricoles des zones frontalières du Bénin, en particulier dans les communes de Copargo, Ouaké, Djougou et Malanville. Le projet s'attaque aux effets néfastes des changements climatiques en soutenant les moyens de subsistance des populations et en contribuant à la réduction de la pauvreté.

Grâce à ce projet, les communautés rurales béninoises disposent désormais des moyens nécessaires pour améliorer leur productivité agricole et renforcer leur capacité d'adaptation aux défis climatiques.

***Megan Valère SOSSOU***



---

# Projet CASCADE: l'ASCINB remobilise les médias à plaider pour l'intensification de la nutrition au Bénin

*L'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet CASCADE initié par Care International Benin Togo et Gain, poursuit son engagement en faveur de l'amélioration de la nutrition avec la deuxième édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) au Bénin. Un événement pour lequel les médias sont à nouveau mobilisés.*



### *Vue d'ensemble des participants*

Après le succès de la première édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) en 2023, l'ASCINB invite à participer à la 2e édition qui aura lieu du 3 septembre au 31 octobre 2024 dans vingt (20) communes du Bénin.

Pour y arriver et convaincre du rôle des médias, elle a lancé, ce lundi 19 août 2024 à Ouidah, un nouvel atelier visant à renforcer la mobilisation sociale, le plaidoyer et le lobbying pour une meilleure alimentation et nutrition au Bénin.

Cet atelier de formation qui se déroule sur trois jours, réunit près d'une cinquantaine de journalistes membres de la Fédération des Radios Communautaires et Assimilés du Bénin (FeRCAB), du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), ainsi que de l'Union des Professionnels des Médias au Bénin (UPMB).

L'initiative vise, selon Dr Aurélien ATIDEGLA, Président de l'ASCINB, à attirer l'attention des autorités et de l'opinion

publique sur les défis liés à la nutrition particulièrement dans les zones rurales du Bénin, au profit des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer.

Au cours de cette formation, les participants ont revisité les notions essentielles liées à la communication, au plaidoyer et au lobbying, en clarifiant les différences entre ces techniques. Ils ont également exploré diverses stratégies de mobilisation, telles que les campagnes de plaidoyer, les foires et les caravanes itinérants.

Cet atelier s'achèvera le mercredi avec l'engagement des acteurs des médias présents à intensifier leurs efforts pour promouvoir un plaidoyer actif contre la malnutrition au Bénin.

Il convient de rappeler que l'année dernière, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) a été lancée le 15 octobre 2023, au cours de la Journée internationale de la femme rurale, suivie d'une manifestation à Savalou, le lendemain en marge de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Cette campagne avait réussi à mobiliser d'importants acteurs pour le renforcement des actions en faveur de la nutrition au Bénin.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Afrique Subsaharienne: Voici les Tops et Flops en personnel de santé en 2023**

*En 2023, seuls 9 des 44 pays d'Afrique subsaharienne atteignent le seuil de densité de 4,45 professionnels de la*

santé pour 1 000 habitants, fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour garantir la couverture sanitaire universelle. Ce chiffre inclut principalement les médecins généralistes et spécialistes, tels que les oncologues, gynécologues, et orthodontistes. En revanche, 18 pays de la région affichent une densité inférieure à un médecin pour 1 000 habitants, faisant de l'Afrique le continent le moins doté en personnel de santé, selon une étude publiée au premier trimestre 2024 par [le magazine économique américain CEO World](#).



La pénurie aiguë de professionnels de la santé en Afrique s'explique par plusieurs facteurs. *CEO World* cite l'insuffisance des capacités de formation, une croissance démographique rapide, une gouvernance déficiente du personnel de santé, et des changements de carrière. Cependant, la migration reste le facteur principal de cette crise.

## **La fuite des cerveaux : un défi majeur**

De plus en plus de médecins africains, en quête de meilleurs salaires et conditions de travail, choisissent d'émigrer vers des pays développés où la demande en personnel de santé est également élevée. Selon les analystes de *CEO World*, cette

migration contribue à déstabiliser les systèmes de santé déjà fragiles des pays africains. Les États-Unis et le Canada figurent parmi les principales destinations de ces professionnels de santé.

L'OMS prévoit qu'il manquera 6,1 millions de professionnels de la santé en Afrique d'ici 2030, une augmentation de 45 % par rapport aux dernières estimations de 2013. Cette pénurie, combinée à une répartition inégale du personnel de santé, accentue les disparités. Par exemple, la Somalie affiche le ratio le plus bas avec seulement 0,2 travailleur de la santé pour 1 000 habitants, tandis que Maurice, avec 26,6 pour 1 000 habitants, se positionne en tête du continent grâce à un système de santé solide et des soins gratuits dans les hôpitaux publics. Les Seychelles, l'Angola, l'Afrique du Sud, et le Cap Vert complètent le top 5 des pays subsahariens les mieux dotés en personnel de santé.

## **Zone Franc : le paradoxe sanitaire**

Le tableau est particulièrement sombre pour les 14 pays de la Zone Franc. À l'exception du Gabon, qui dépasse le seuil de l'OMS avec 5,9 médecins pour 1 000 habitants, la plupart de ces pays sont confrontés à des pénuries sévères. Le Gabon, avec une population de 2,4 millions d'habitants et un PIB de 20,5 milliards USD en 2023, figure parmi les mieux lotis, bien que le nombre de dentistes et de pharmaciens y reste extrêmement faible. La Guinée Équatoriale, avec 3,5 médecins pour 1 000 habitants, et la Guinée-Bissau, avec 2,2, suivent dans ce classement. En revanche, des pays comme le Niger, le Tchad, le Bénin et le Togo occupent le bas du tableau avec seulement 0,6 médecin pour 1 000 habitants.

Au niveau mondial, Cuba continue de dominer avec 84,3 médecins pour 1 000 habitants. La Belgique est classée cinquième, la Russie 35e, les États-Unis 41e, la France 46e, et la Chine 74e, soulignant les écarts considérables entre les pays en termes de disponibilité du personnel de santé.



# Énergie propre pour tous : Le Projet Africa MiniGrid officiellement lancé au Bénin

*Le Bénin se positionne résolument sur la voie de l'émancipation énergétique avec le lancement officiel du Projet-Bénin, dans le cadre du Programme Minigrad en Afrique. Ce lundi 12 août, les autorités béninoises, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont marqué le coup d'envoi de cette initiative ambitieuse lors d'une cérémonie à Niaouli, dans la commune d'Allada.*



Le Programme de Mini Réseaux en Afrique, au cœur de ce projet,

visé à transformer le paysage énergétique béninois en renforçant la viabilité des mini-réseaux alimentés par des sources renouvelables. L'objectif : augmenter l'accès à une énergie propre et abordable pour les populations, tout en stimulant les investissements grâce à des modèles commerciaux novateurs et des coûts réduits.

Ce projet, qui promet un avenir meilleur, prévoit l'installation de 0,4 MW de capacité photovoltaïque et 0,9 MWh de stockage sur batterie. Un impact majeur est attendu sur le plan environnemental, avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre estimée à 9 000 tonnes métriques de CO<sub>2</sub> équivalent directement, et à 180 000 tonnes métriques de CO<sub>2</sub> équivalent de manière indirecte.

L'impact social du projet est tout aussi prometteur. Près de 12 000 Béninois, dont la moitié de femmes, bénéficieront directement des 2 400 nouveaux raccordements de mini-réseaux. À travers ce déploiement, le gouvernement béninois, soutenu par ses partenaires techniques et financiers, entend faire de l'accès universel à l'énergie une réalité.

Lors de la cérémonie, Joseph Cakpo, maire d'Allada, a souligné l'importance de ce projet pour un développement harmonieux des régions du Bénin. Il a salué l'engagement des autorités locales et nationales ainsi que la détermination du ministre de l'Énergie, Samou Adambi, à faire de l'accès à l'énergie un droit pour tous.

Jean-Claude Codjia, préfet de l'Atlantique, a quant à lui exprimé sa profonde gratitude envers le Chef de l'État et le gouvernement pour leur engagement à fournir de l'énergie électrique aux localités les plus reculées. Il a exhorté les populations à s'impliquer activement dans toutes les étapes de ce projet transformateur.

Titus Osundina, représentant résident du PNUD au Bénin, a réitéré l'engagement de son organisation à soutenir le

gouvernement béninois dans sa transition énergétique. Il a salué les efforts continus du Bénin pour atteindre les Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 7, qui vise l'accès universel à une énergie propre et abordable.

Pour sa part, le ministre de l'Énergie, Samou Adambi, a exprimé sa reconnaissance envers les partenaires, particulièrement le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), pour leur soutien indéfectible. Il a assuré que le gouvernement reste fermement engagé à réaliser les ambitions portées par ce projet.

Le lancement du Projet-Bénin du Programme Minigrid en Afrique témoigne de l'engagement des autorités béninoises à faire de l'énergie un levier de développement et de bien-être pour toutes les couches sociales.

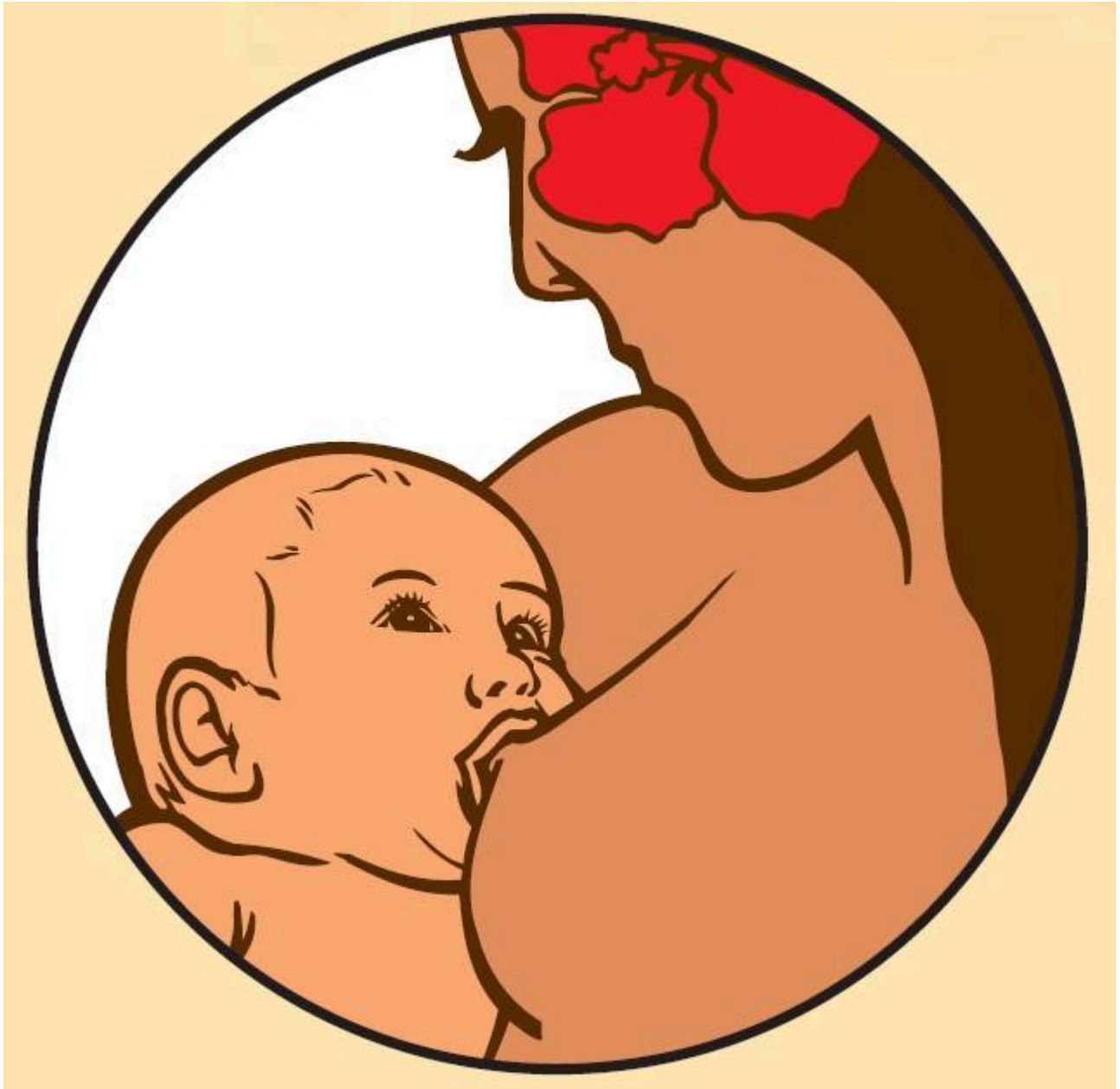
**Megan Valère SOSSOU**

---

## **Semaine mondiale de l'allaitement maternel : Un engagement renouvelé pour soutenir les Mères**

*Avec le soutien de l'OMS, de l'UNICEF, et de nombreux ministères de la Santé et partenaires de la société civile, la Semaine mondiale de l'allaitement maternel a lieu chaque année durant la première semaine d'août. Cette initiative vise à promouvoir l'allaitement maternel comme l'un des moyens les plus efficaces de garantir la santé et la survie des enfants. Cependant, moins de la moitié des nourrissons de moins de six*

*mois sont actuellement exclusivement allaités au sein.*



Chaque année, un thème différent est choisi pour encourager des environnements favorables qui aident les femmes à allaiter. Le thème de 2024, « Combler l'écart : soutien à l'allaitement maternel pour toutes », met l'accent sur le soutien nécessaire à toutes les mères, quel que soit leur parcours d'allaitement, en soulignant le rôle des familles, des communautés, et des agents de santé.

Cette année la campagne célèbre la diversité des mères qui allaitent et souligne les soutiens communautaires et professionnels disponibles pour elles. Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau

Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest, s'est exprimé au Réseau des Médias Africains pour la Promotion et la Médium de la Santé (REMAPSEN) le mardi 30 Juillet 2024. Il a rappelé que « le lait maternel continue d'être l'aliment approprié au développement des bébés et des enfants de la naissance à six mois », soulignant la nécessité d'une bonne nutrition dès le début de la vie pour la santé et le développement.

Cependant, des obstacles subsistent, notamment l'usage du lait artificiel qui compromet la santé des enfants et les expose à diverses maladies. Les faibles taux d'allaitement maternel en Afrique centrale et occidentale sont souvent dus à la disponibilité des substituts de lait maternel sur le marché et à l'absence de lois restrictives. Nanama a évoqué la nécessité pour les pays de développer des programmes de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans et d'interdire les substituts du lait, citant le Ghana comme un exemple à suivre.





*Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest*

Il a également mentionné le manque de soutien postnatal pour les mères après leur sortie de l'hôpital : « Quand la mère rentre à la maison, il n'y a personne pour l'accompagner pour donner du lait à l'enfant. Tous ces facteurs se combinent pour provoquer un mauvais allaitement. » Pour améliorer les taux d'allaitement, il a souligné l'importance de surmonter les obstacles actuels et de mettre en œuvre les stratégies de l'UNICEF. « Si ces barrières sont surmontées, si les stratégies lancées par l'UNICEF sont mises en œuvre, nous atteindrons 70 %, ce qui est le pourcentage acceptable. »

Enfin, Nanama a mis en garde contre les informations trompeuses sur les réseaux sociaux concernant l'allaitement maternel. L'éducation et la sensibilisation, combinées à des politiques rigoureuses, sont essentielles pour promouvoir l'allaitement maternel et assurer une nutrition optimale pour les enfants.

Rappelons qu'en 2018, une résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé a reconnu la Semaine mondiale de l'allaitement maternel comme une stratégie essentielle de promotion de la santé.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# **Variole du singe : L'OMS pourrait déclencher l'alerte**

# maximale de santé et convoquer un comité d'urgence

*Le Directeur Général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a annoncé, ce dimanche 4 août, qu'il envisage de convoquer un comité d'experts pour déterminer s'il faut déclarer l'épidémie de mpox, également connue sous le nom de « variole du singe », comme une urgence de santé publique de portée internationale. Cette épidémie sévit actuellement dans plusieurs pays africains.*



## *Cas de variole de singe*

Tedros Adhanom Ghebreyesus a souligné que l'OMS, en collaboration avec les centres africains de contrôle et de prévention des maladies, intensifie ses efforts pour freiner la transmission du virus. « Mais il est nécessaire d'obtenir davantage de financements et de soutien pour une réponse globale », a-t-il déclaré sur [le réseau social X](#). Il a ajouté : « J'envisage de convoquer un comité d'urgence sur les régulations sanitaires internationales pour me conseiller sur la nécessité de déclarer l'épidémie de mpox comme une urgence de santé publique de portée internationale. »

Cette déclaration représente la plus haute alerte que l'OMS peut émettre, et elle est lancée par le chef de l'OMS sur les conseils du comité.

## Une nouvelle menace pour la santé mondiale

Le 11 juillet, l'OMS a mis en garde contre la menace mondiale que représente le mpox, exprimant son inquiétude face à une flambée épidémique d'une nouvelle souche plus virulente du virus en République démocratique du Congo (RDC). Depuis, plusieurs pays africains, dont le Burundi, la Côte d'Ivoire,

le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, ont signalé des cas de mpox. La RDC, quant à elle, a rapporté plus de 11 000 cas, dont 450 décès.

La variole du singe a été identifiée chez l'homme pour la première fois en 1970, en République démocratique du Congo. En mai 2022, le virus a commencé à se propager à l'échelle mondiale, touchant principalement les hommes homosexuels et bisexuels. Cette épidémie mondiale a conduit l'OMS à déclarer une urgence de santé publique de portée internationale en juillet 2022, une alerte qui a été levée en mai 2023.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors de son intervention au siège de la Banque mondiale à Washington (États-Unis) le 18 avril 2024, a réaffirmé l'engagement de l'OMS à lutter contre cette épidémie et à mobiliser les ressources nécessaires pour protéger les populations à risque.

Le monde attend maintenant de voir si l'OMS déclarera une nouvelle urgence internationale pour la variole du singe, une décision qui pourrait catalyser une réponse mondiale plus coordonnée et intensifiée contre ce virus préoccupant.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Université d'Abomey-Calavi :  
Sandra ZANNOU décroche son  
Doctorat en Socio-**

# Anthropologie de la Santé

*Le Mardi 30 juillet 2024, la salle de conférence Michel BOKO de l'École Doctorale Pluridisciplinaire « Espaces, Cultures et Développement » de l'Université d'Abomey-Calavi a servi de cadre à un moment mémorable. Madame Sandra Zannou y a brillamment soutenu sa thèse, intitulée « Trajectoires de soins et vécu des malades du cancer du sein : une analyse socio-anthropologique à partir des cas observés au CNHU-HKM de Cotonou ». La recherche de Madame Sandra Zannou, avait pour objectif d'analyser les facteurs qui influencent les trajectoires de soins des patientes atteintes du cancer du sein à Cotonou.*





Erick SAVI  
Photographie

Sandra Zannou

En effet, le cancer du sein est une maladie de plus en plus répandue en Afrique, avec des taux de mortalité élevés en raison du diagnostic tardif et des difficultés d'accès aux soins. Entre 2010 et 2018, le cancer du sein représentait 32,5 % des cancers les plus fréquents chez les femmes au Bénin.

Dans sa thèse, elle s'est intéressée aux difficultés récurrentes liées à la prise en charge des patientes atteintes du cancer du sein et a cherché à comprendre comment les environnements socio-économiques et les représentations sociales influencent ces difficultés. Sa recherche est qualitative, basée sur des entretiens libres et semi-structurés avec 72 participants, incluant des patientes, des membres de leur entourage, des agents de santé et d'autres acteurs concernés.

L'impétrante a mis en lumière les nombreuses difficultés rencontrées par les patientes, notamment les perceptions de la maladie comme « héréditaire », « des riches », « incurable », « de la civilisation », « des religieux », « spirituelle » et « à stigmat ». Elle a également souligné l'importance des soins populaires, biomédicaux, endogènes, alternatifs et religieux, en raison de la faiblesse technique et du coût élevé des traitements spécialisés.

Le diagnostic, le suivi et l'accompagnement des patientes laissent souvent à désirer, en raison de l'absence d'accompagnement institutionnel et de la gestion inadéquate des effets secondaires. Mme Zannou a souligné la forte mobilité thérapeutique due au déficit de spécialistes et de technologies comme l'immunohistochimie et la radiothérapie, ainsi qu'à l'inaccessibilité financière et géographique des traitements au CNHU/HKM.

Face à ces défis, elle propose des solutions telles que la sensibilisation dans les communautés où les femmes sont majoritairement présentes, la création d'un centre spécialisé

multidimensionnel et la mise en place d'un système d'assurance maladie pour améliorer l'accès aux soins.

Madame Sandra Zannou a montré l'importance de comprendre et d'intégrer les représentations sociales des patientes dans la prise en charge du cancer du sein. Elle appelle à une amélioration des infrastructures de santé et des politiques publiques pour une prise en charge plus efficace et humaine des patientes.

Ces résultats ont été présentés devant un jury prestigieux, composé de : Président : Monsieur Adolphe KPATCHAVI, Professeur titulaire à l'Université d'Abomey-Calavi, des examinateurs Monsieur Tossou ATCHRIMI, Professeur titulaire à l'Université de Togo, Monsieur Arnaud Kévin DAYORO, Professeur titulaire à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire, Monsieur N'Koué Emmanuel SAMBIENI, Maître de conférences à l'Université d'Abomey-Calavi, et Abou-Bakari IMOROU, Professeur titulaire à l'Université d'Abomey-Calavi.

L'impétrante a reçu la mention très honorable avec les félicitations du jury, devant un public composé de parents, d'amis et de collègues du laboratoire de recherches socio-anthropologiques sur les systèmes organisés et les mobilités, ainsi que de l'ancien vice-recteur de l'UAC, Marcel Zannou, Professeur agrégé à la retraite et actuellement Président du Comité National de la Médecine hospitalière.

Ce travail de recherche constitue une avancée significative dans la compréhension des trajectoires de soins des patientes atteintes de cancer du sein au Bénin et offre des perspectives nouvelles pour améliorer la prise en charge et réduire les pertes de vies précoces. Il intervient dans un contexte où le Bénin se prépare à accueillir un établissement de santé de renommée internationale. Les résultats des travaux vont servir au Centre hospitalier international de Calavi, encore appelé le CHIC, qui est un établissement hospitalier public de santé pluridisciplinaire de référence internationale situé dans la

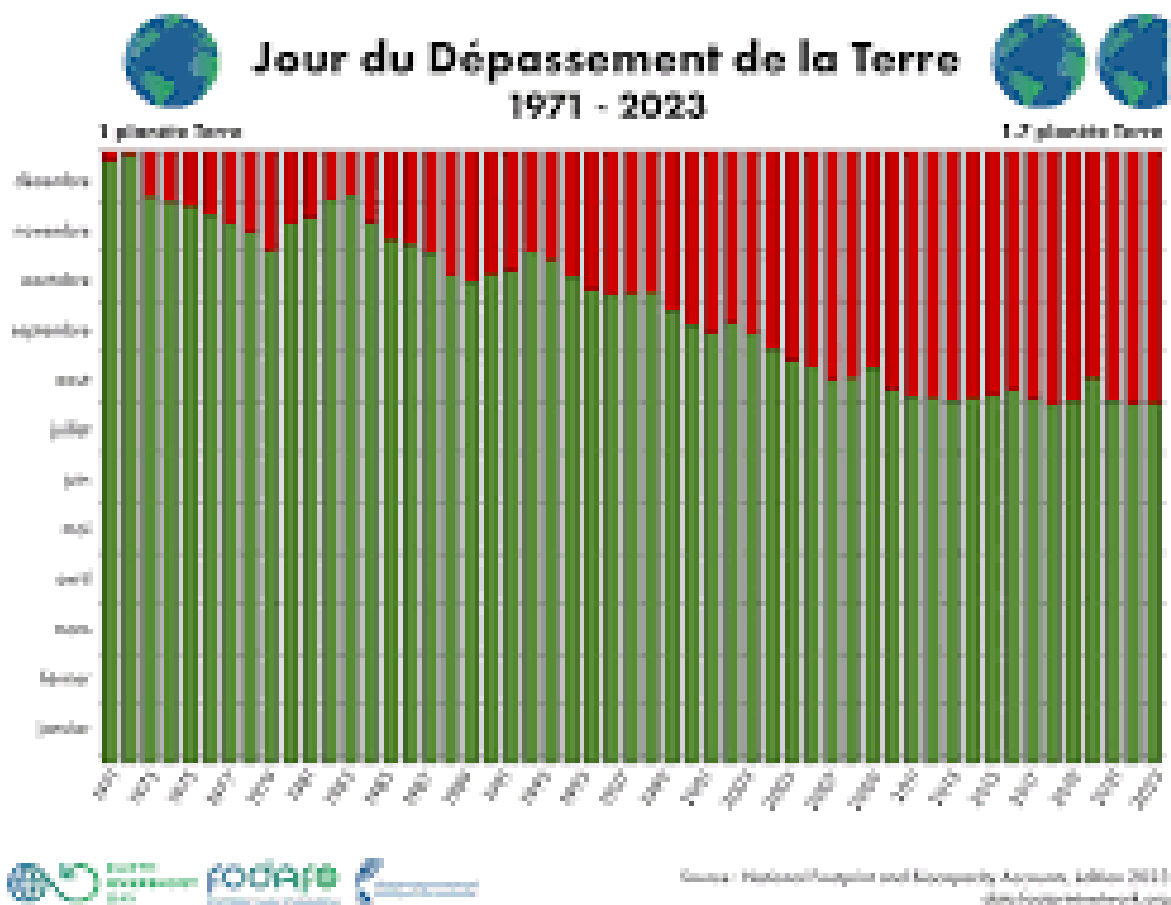
commune d'Abomey-Calavi au Bénin.

**Megan Valère SOSSOU**

---

# Jour du dépassement : à compter de ce jeudi, la Terre vit à crédit

*Ce jeudi 1er août 2024 marque un triste jalon pour notre planète : le Jour du dépassement. En seulement sept mois, l'humanité a épuisé toutes les ressources que la Terre est capable de régénérer en un an, [souligne le Global Footprint Network](#), qui calcule cet indice annuel. Ce jour arrive cette année 15 heures plus tôt que l'an passé, et est identique à celui de 2022.*



Depuis 2018, à l'exception de l'année 2020 où les confinements dus à la pandémie de Covid-19 avaient repoussé cette date au 16 août, le Jour du dépassement est resté relativement stable. En 2020, les arrêts économiques mondiaux avaient permis de retarder cette date fatidique, illustrant l'impact de notre consommation excessive sur les ressources naturelles de la planète.

Pourtant, malgré ces fluctuations, le constat reste alarmant. En sept mois, l'humanité a consommé autant de ressources naturelles que les écosystèmes peuvent en renouveler en une année entière. Il nous faudrait 1,75 Terre pour satisfaire notre appétit insatiable, selon les calculs du Global Footprint Network.

« La persistance du dépassement, depuis un demi-siècle, a entraîné une diminution de la biodiversité, un excès de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et une concurrence accrue pour la nourriture et l'énergie », explique David Lin,



directeur scientifique du Global Footprint Network, dans un communiqué. Les effets de cette surconsommation sont de plus en plus visibles : vagues de chaleur inhabituelles, [feux de forêt](#), sécheresses et inondations.

Depuis 2011, la date du Jour du dépassement oscille entre le 1er et le 6 août, reflétant une relative stabilité. Toutefois, le Global Footprint Network met en garde : l'humanité est en train de perdre la course pour atteindre les objectifs internationaux de protection de la planète, tels que la conservation de 30% de la biosphère mondiale d'ici 2030 et la réduction des émissions de carbone de 45% par rapport à 2010.

« La réduction des émissions de carbone nécessiterait à elle seule de déplacer le Jour du dépassement de 22 jours par an au cours des six prochaines années », précise l'ONG. Depuis 1970, cette date a avancé de cinq mois, soulignant l'urgence de prendre des mesures concrètes pour inverser cette tendance.

Le Jour du dépassement est un rappel brutal de notre impact sur la Terre. Chaque jour gagné dans cette course contre la montre est crucial pour assurer un avenir durable à notre planète et aux générations futures.

***Megan Valère SOSSOU***

---

## **De la terre à l'assiette : Le Bénin défend ses semences paysannes**

*Une diversité de voix s'est levée ce vendredi 26 juillet 2024, au siège du CEVASTE, pour discuter de l'avenir agroécologique*

*du Bénin. L'événement, rassemblant pasteurs, musulmans, chefs coutumiers, acteurs agricoles, avait pour objectif d'influencer les politiques en matière de souveraineté alimentaire, de résilience communautaire et de régénération de la diversité bioculturelle en Afrique.*



### *Photo d'ensemble*

L'importance de la rencontre est de permettre aux organisations de s'exprimer sur la situation du Bénin en matière d'importation de semences et d'engrais chimiques, ainsi que sur la décision gouvernementale de créer une entreprise nationale des semences, explique Daniel Jean Edwens, chargé de projet au CEVASTE.

Pour Dah Atawé Akoyi Oussou Lio, Président de GRABE Bénin ONG et membre de l'ABN, les semences constituent la santé de l'Homme, son histoire, sa culture et sa suivie. Il n'a pas manqué de mettre en lumière l'importance de la souveraineté alimentaire liée aux semences. Il a évoqué les questions de santé, le transfert de connaissances et les rituels traditionnels entourant les semences. Dah Akowé a également alerté sur les dangers des semences génétiquement modifiées, soulignant les richesses culturelles et historiques que chaque semence porte en elle.

Au cours de cette séance, et parlant de la récente décision du gouvernement de créer une société des semences et Plants,

l'activiste pour la Nature et membre de la FAEB et du réseau Jinunkun Patrice Sagbo a exprimé la ferme position de la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB). En effet, il s'agit d'une désapprobation catégorique. L'activiste a rappelé que les semences paysannes, bien que perçues comme non performantes par les autorités, ont nourri des générations pendant des millénaires. Selon lui, le véritable problème réside dans les pratiques actuelles entourant les semences, notamment l'importation d'intrants chimiques. Patrice Sagbo a plaidé pour une valorisation des semences paysannes pour renforcer le système alimentaire du Bénin.

Une réalité à laquelle s'accordent toutes les parties prenantes à cette rencontre. Fagnon Issac, pasteur et fondateur du Ministère Église Missionnaire Évangélique la Lumière des Nations, a déclaré : *« Comme le Dieu tout Puissant nous recommande d'aller évangéliser pour que les âmes soient sauvées, je sensibiliserai à la suite de cette séance mes fidèles sur les pratiques et les enseignements que j'ai découverts ici au CEVASTE. »*

Le chef religieux, Hounon Agbovode Mandje Agbogni, à l'Etat civil, Dossou-Yovo Aubin, a également pris l'engagement de partager les connaissances acquises à l'endroit de ses communautés à la base afin de préserver les semences paysannes.

Il est impératif de revenir aux anciennes pratiques agricole c'est ce que préconise la jeune entrepreneure agricole, Clarisse Adansi, qui a vu ses connaissances actualisées au cours de cette séance débat.

La rencontre a pris fin sur le plaidoyer du Père Jah qui a, souligné l'importance de revenir aux principes de l'agroécologie en multipliant et partageant les semences, afin d'aller de l'autonomie à la suffisance alimentaire puis de la suffisance alimentaire à la souveraineté alimentaire.

Il a rappelé l'ordre divin de cultiver et de préserver la fertilité de la terre, invitant chacun à bâtir une nouvelle création sans les vicissitudes des engrais chimiques, mais plutôt un pays prospère où coulent le lait et le miel, grâce à un retour aux traditions.

Cette séance d'échange et de débat marque un grand pas vers une prise de conscience collective et une action concertée des acteurs à divers niveaux pour la préservation des semences paysannes. Elle fait renaître un espoir : celui de voir la terre béninoise prospérer grâce à ses propres richesses naturelles et culturelles.

Rappelons que cette activité organisée par le *Centre d'Expérimentation et de Valorisation de l'Agro écologie des Sciences et Techniques Endogènes (CEVASTE)* avec la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB) est soutenue par l'African Biodiversity Network (ABN) et Brot für die Welt. Une pensée particulière a été adressée à la Feue Mère Jah.

**Megan Valère SOSSOU**

---

# **RAYLF 2024: Innocent Antoine HOUEDJI honore le Bénin au Royal African Young Leadership Forum**

*Le Royal African Young Leadership Forum (RAYLF), qui s'est tenu du 09 au 13 juillet 2024 à Ife, au Nigeria, a mis en lumière des jeunes leaders exceptionnels à travers le continent. Parmi eux, Innocent Antoine HOUEDJI a*



*particulièrement brillé par son engagement et son innovation dans le secteur agricole et foncier.*



***Innocent Antoine HOUEDJI***

Lors de la cérémonie de clôture du 13 juillet, Sa Majesté Ooni Adeyeye Enitan Ogunwusi, Ojaja II, l'Ooni d'Ife, a personnellement remis un prix prestigieux à HOUEDJI, soulignant ainsi son impact significatif.

Reconnu pour son leadership et son innovation dans le secteur agricole et foncier, HOUEDJI est l'un des 100 jeunes leaders de 40 pays africains à avoir été récompensés cette année. Ce prix prestigieux souligne son travail acharné et sa vision pour la gouvernance foncière en Afrique, ainsi que pour une agriculture durable et prospère.





## Qui est Innocent Antoine HOUEDJI ?

Fondateur de l'organisation internationale « Youth Initiative for Land in Africa (YILAA) », active dans 25 pays, Innocent Antoine HOUEDJI possède une riche expérience en gouvernance foncière et en gestion des données agricoles. Ce prix confirme son engagement à provoquer des changements positifs, à influencer la société et à encourager des partenariats productifs, renforçant ainsi l'image mondiale de l'Afrique. En exprimant sa gratitude, HOUEDJI a déclaré : « *Ce prix est une reconnaissance de nos efforts collectifs et une motivation pour aller de l'avant.* » Sa vision et son dévouement ont été largement applaudis, augurant de grandes réalisations futures pour YILAA.

Avec plus de 10 ans d'expérience dans le secteur de la terre et de la gouvernance foncière en Afrique, Innocent Antoine HOUEDJI a su se distinguer par ses compétences en gestion,

planification d'entreprise, analyse financière, ingénierie logicielle, opérations et analyse décisionnelle. Avant de fonder YILAA en 2019, il a travaillé sur le projet d'accès à la terre de la Millennium Challenge Corporation au Bénin et a occupé divers postes de direction, dont celui de chef de bureau de l'Agence nationale du domaine et du foncier (ANDF) du Bénin.

Une influence régionale et internationale

Expert reconnu, HOUEDJI est membre du groupe de travail régional de l'Observatoire Régional du Foncier Rural en Afrique de l'Ouest (ORFAO) de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et facilite la Plateforme Multi-Acteurs sur la Gouvernance Foncière Sensible aux Jeunes en Afrique, une initiative de l'Union Africaine en partenariat avec la Coalition Mondiale pour l'Accès à la Terre (ILC), l'IGAD, Landesa et YILAA. Il a également collaboré avec de nombreuses institutions internationales, dont la Coalition internationale pour l'accès à la terre, le FIDA, l'UEMOA, la CEDEAO, l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), la Giz, la Global Land Alliance, la Fondation Cadasta, Kadaster International, le PNUE, l'OIM, l'UNCCD et l'UNFCCC.

L'engagement et la détermination d'Innocent Antoine HOUEDJI promettent de continuer à apporter des changements positifs dans le domaine agricole et foncier en Afrique. Le RAYLF a ainsi non seulement reconnu un leader émérite, mais aussi encouragé une vision transformative pour l'avenir du continent.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# **Soutenance de thèse à l'université de Parakou : Le journaliste Ernest Agbota décroche un doctorat en Sociologie des Ressources Naturelles**

*Le cercle des docteurs de l'université de Parakou s'élargit. Ce jeudi 25 juillet 2024, l'École Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau de l'université de Parakou a enregistré un nouveau docteur parmi ses étudiants. Ernest Agbota, puisqu'il s'agit de lui, a soutenu sa thèse de doctorat sur le thème « Accessibilité des informations et services agro météorologiques aux producteurs périurbains de vivriers à Parakou ».*



*Ernest Agbota*

L'objectif, selon l'impétrant, est d'analyser les modes d'accessibilité des producteurs périurbains de vivriers aux informations et services agro météorologiques, afin de proposer aux acteurs impliqués des mesures pour une meilleure diffusion et accessibilité des informations et des services agro météorologiques, indispensables à la résilience des producteurs face au changement climatique. Pendant plus de trois heures, Ernest Agbota a brillamment défendu sa thèse sous le regard critique et admiratif d'un jury composé de six éminents professeurs dont deux étaient en ligne.

Il s'agit de Jean Bosco Kpatindé VODOUNOU, Président du jury, Professeur Titulaire à l'université de Parakou, de Julien Comlan HADONOU, Directeur de thèse, Maître de Conférences à l'université de Parakou, de Yvette Doubogan ONIBON, Examinatrice, Professeure Titulaire à l'université de Parakou,

de Charles Lambert BABADJIDE, Examineur, Professeur Titulaire à l'université d'Abomey-Calavi, de Tatongueba SOUSSOU, Examineur, Maître de Conférences à l'université de Kara au Togo, et de Rodrigue Sèdjrofidé MONTCHO, Examineur, Maître de Conférences à l'université de Parakou.

Pour le professeur Tatongueba SOUSSOU, examinateur venu de l'université de Kara au Togo, l'impétrant a obtenu des résultats satisfaisants, reposant sur une méthodologie adéquate. Sur la base de la qualité de la présentation, de la pertinence du sujet traité et des résultats de recherche jugés très satisfaisants, le jury présidé par le professeur Jean Bosco Vodounou a décerné à l'impétrant la mention « très honorable ». Une délibération qui a fortement réjoui les parents et amis d'Ernest Agbota, venus nombreux soutenir le désormais docteur en Sociologie des Ressources Naturelles.

Pour Ernest Agbota, c'est le couronnement de plusieurs années de recherche sur un sujet très préoccupant pour les producteurs agricoles, surtout dans le contexte actuel du changement climatique. À l'en croire, l'agriculture urbaine et périurbaine n'est pas souvent prise en compte dans les politiques de développement agricole, et donc les producteurs des milieux urbains ne sont pas suffisamment accompagnés par les services compétents en matière d'informations et de services agro météorologiques.

Il souligne que les savoirs écologiques endogènes, qui autrefois permettaient aux agriculteurs de s'adapter aux aléas climatiques, sont en voie de disparition alors que les services fournis par la météo moderne ne couvrent pas suffisamment les besoins réels des producteurs. Toutes ces choses rendent vulnérables les agriculteurs face à la crise climatique.

« Cette thèse se positionne donc comme une orientation pour les politiques visant à améliorer l'accès des producteurs aux informations et services agro météorologiques, indispensables



pour une résilience efficace du secteur agricole face au changement climatique », a-t-il clamé. En perspective, le journaliste envisage de poursuivre ses recherches sur les enjeux de l'agriculture de précision au Nord Bénin.

Faut-il le préciser, la thèse soutenue par Ernest Agbota a été dirigée par le professeur Julien Comlan Hadonou, Maître de Conférences des universités du CAMES.

**Venance Ayébo TOSSOUKPE**

---

## **VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord : Une course contre la montre pour atteindre les objectifs de 2025**

*Avec seulement 9 % de la population mondiale (748 millions de personnes), l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord porte un fardeau disproportionné dans la lutte contre le VIH/SIDA. Selon le nouveau rapport mondial sur le SIDA publié le 23 Juillet dernier, en 2023, cette région a enregistré des statistiques alarmantes:*

- 13 % de toutes les personnes vivant avec le VIH (5,2 millions)*
- 15 % de toutes les nouvelles infections à VIH*
- 20 % de tous les décès dus au sida (130 000)*



La région est loin de réaliser les objectifs fixés pour 2025 en matière de nouvelles infections et de décès liés au sida. En 2023, on comptait 196 000 nouvelles infections à VIH et 130 000 décès dus au sida, portant le nombre total de personnes vivant avec le VIH à 5,2 millions. Comparé à 2010, la tendance montre une augmentation des infections dans certaines parties du monde, notamment en Europe de l'Est, en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Amérique latine. Cependant, des baisses significatives ont été observées en Asie-Pacifique, en Europe occidentale et centrale, en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne.

### **Disparités régionales et préoccupations**

Bien que les nouvelles infections à VIH diminuent globalement en Afrique subsaharienne, cette baisse n'est pas uniforme. La diminution de l'utilisation des préservatifs chez les adolescents et les jeunes adultes, particulièrement dans les pays à forte prévalence du VIH, est préoccupante. Les messages de prévention ne semblent pas avoir l'impact escompté sur

cette tranche d'âge, malgré l'importance des préservatifs pour prévenir le VIH, les infections sexuellement transmissibles (IST) et les grossesses non désirées.

### **Des efforts insuffisants**

Pour combler les lacunes dans la cascade de soins, un traitement plus précoce et une meilleure rétention sont nécessaires. Actuellement, seulement 48 % des enfants vivant avec le VIH ont une charge virale supprimée. Le concept « Indétectable = Intransmissible » (U=U) n'est pas suffisamment compris par les décideurs politiques, les professionnels de santé et les personnes vivant avec le VIH, bien qu'il soit une avancée majeure dans la lutte contre le virus.

Les nouvelles infections par le VIH chez les enfants restent une problématique majeure. L'Afrique occidentale et centrale représente plus de 41 % des nouvelles infections verticales, tandis que l'Afrique orientale et australe en compte environ 43 %. Les programmes de prévention doivent s'assurer que les femmes reçoivent un traitement pendant la grossesse et l'allaitement.

### **Lutte contre la stigmatisation et la discrimination**

Les progrès en matière de discrimination sont lents. Seuls trois pays (Eswatini, Rwanda et Argentine) sont proches de l'objectif concernant les attitudes discriminatoires envers les personnes vivant avec le VIH. Les obstacles aux soins, tels que la stigmatisation et la discrimination, doivent être levés pour améliorer l'accès aux services de santé. Environ 13 % des personnes vivant avec le VIH ont signalé des discriminations en cherchant des soins liés au VIH, et 25 % ont vécu des expériences similaires pour d'autres soins de santé. Un tiers des personnes confrontées à la stigmatisation ont interrompu ou arrêté leur traitement.

### **Besoins non satisfaits en contraception et ressources**

## **financières**

Les besoins en contraception moderne restent élevés, surtout en Afrique subsaharienne, où près de 47 % des femmes adultes et 53 % des adolescentes (15-19 ans) n'ont pas accès à des méthodes modernes. Les financements pour la prévention du VIH et les programmes de soutien sont insuffisants. En 2023, entre 1,8 et 2,4 milliards USD étaient disponibles pour les programmes de prévention primaire, alors que 9,5 milliards seront nécessaires en 2025. Les dépenses pour les interventions en faveur des populations clés restent faibles, représentant en moyenne seulement 2,6 % des dépenses totales en matière de VIH.

Les dirigeants et les décideurs politiques doivent agir urgemment pour garantir l'accès aux services de traitement et de prévention. Respecter les droits de l'homme, abolir les lois injustes et lutter contre la discrimination sont essentiels pour une réponse efficace au VIH. Les financements doivent être augmentés pour atteindre les objectifs de 2025 et assurer une réponse durable au VIH, intégrée aux services sociaux et de santé, avec les communautés et les droits au centre.

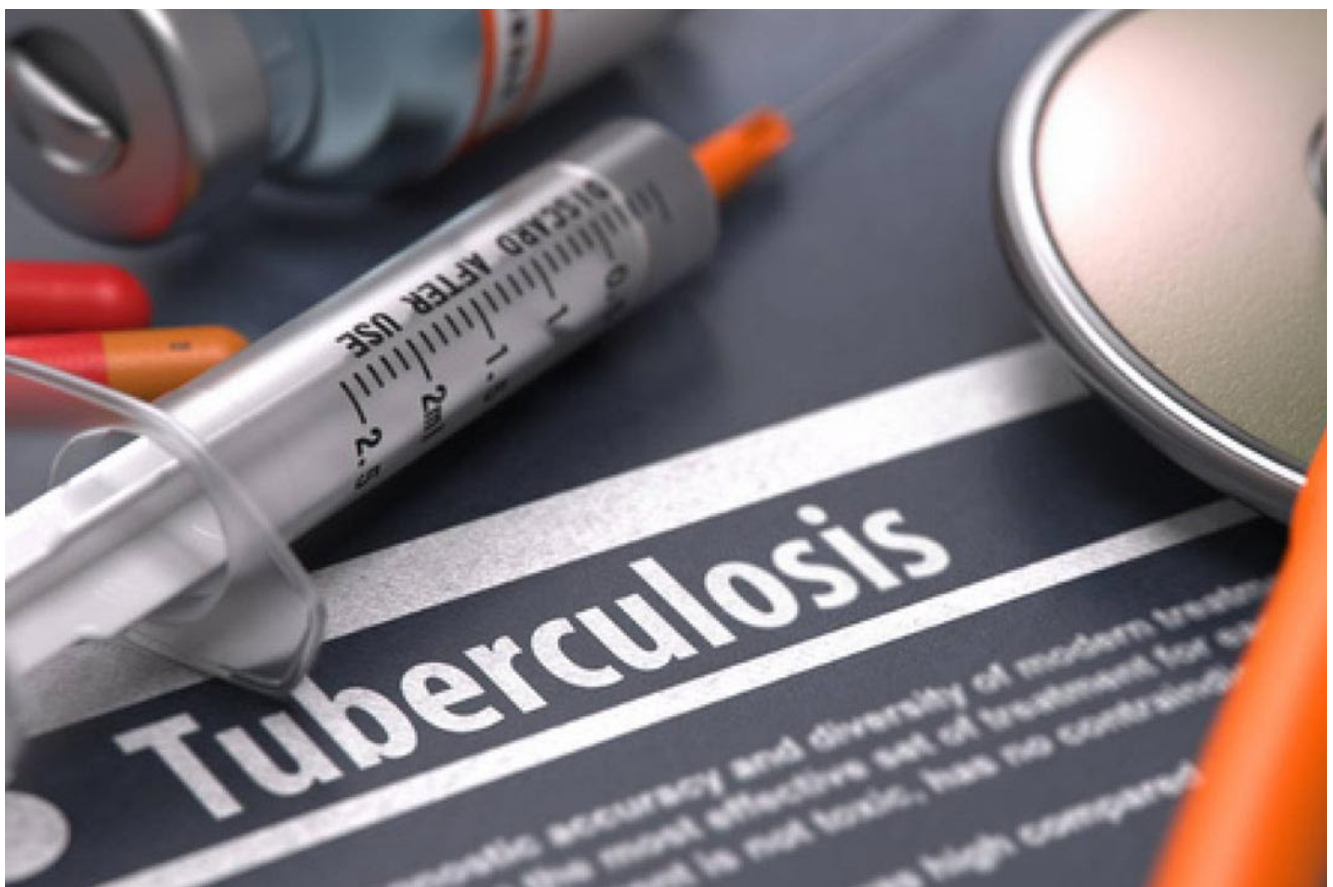
La lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord est à un tournant critique. Les efforts doivent être intensifiés pour combler les lacunes existantes, améliorer les programmes de prévention et de traitement, et assurer une réponse équitable et durable. Les investissements aujourd'hui détermineront l'atteinte des objectifs de 2025 et la viabilité des décennies futures.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Lutte contre la Tuberculose : Un nouveau vaccin en phase d'essai renait l'espoir

*En mars 2024, les premières doses d'un nouveau vaccin contre la tuberculose ont été administrées à Johannesburg en Afrique du Sud, marquant une avancée révolutionnaire dans la lutte contre cette maladie meurtrière.*



« S'il marche, ce vaccin pourrait complètement changer la donne en matière de prévention de la tuberculose », déclare la professeure Lee Fairlie de l'institut de recherche Wits RHI, co-investigatrice principale de l'étude clinique menée en Afrique du Sud avec le professeur Willem Hanekom de l'Africa Health Research Institute. L'étude vise à évaluer l'efficacité du vaccin candidat M72/AS01E chez les adolescents et les adultes de moins de 45 ans.



## **Une étude de grande envergure**

Cet essai de phase 3 inclura 20 000 participants volontaires de sept pays : 50 à 60 % seront recrutés en Afrique du Sud, les autres en Zambie, au Malawi, au Mozambique, au Kenya, en Indonésie et au Vietnam. La tuberculose représente un lourd fardeau pour la santé mondiale, étant la deuxième cause de mortalité infectieuse après la COVID-19 en 2022, avec plus de décès que le VIH/sida.

« La tuberculose frappe chaque année environ 280 000 personnes en Afrique du Sud et 10,6 millions dans le monde, avec 1,3 million de décès », explique la professeure Fairlie. « Il s'agit d'un problème majeur, en particulier pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. »

## **Limites du vaccin actuel**

Actuellement, le seul vaccin disponible pour la prévention de la tuberculose est le BCG, administré à la naissance dans certains pays. Bien que le BCG offre une bonne protection contre la tuberculose chez les jeunes enfants, il a ses limites. « Le BCG protège les jeunes enfants, en particulier ceux de moins de cinq ans, mais ne protège pas beaucoup au-delà de la petite enfance », explique la professeure Fairlie.

## **Prévenir la tuberculose latente**

Le nouveau vaccin vise à empêcher la tuberculose latente de se transformer en tuberculose maladie, mais pas à empêcher l'infection initiale. Environ un quart de la population mondiale est infectée par le bacille de Koch, mais la majorité réussit à contrôler l'infection sans développer la maladie. Cependant, sous l'effet de facteurs tels que le VIH, la malnutrition ou le diabète, l'infection peut se réactiver et devenir symptomatique et contagieuse.

## **Des résultats prometteurs**

Une première étude a montré une réduction de 50 % des cas de tuberculose pulmonaire chez les sujets présentant des signes de tuberculose latente et vaccinés avec le vaccin M72/AS01E. Les chercheurs espèrent que l'essai en cours confirmera ces résultats prometteurs.

### **Suivi rigoureux et objectifs de l'étude**

Les participants à l'essai recevront soit un placebo, soit le vaccin, l'attribution se faisant au hasard et en « double aveugle ». Le vaccin ou le placebo sera administré en deux doses, le premier jour et le 29<sup>e</sup> jour de l'étude, avec un suivi rigoureux des événements indésirables et des symptômes de la tuberculose. L'objectif principal de l'étude sera atteint lorsque 110 participants développeront la tuberculose, une analyse prévue pour durer au moins quatre ans.

### **Un impact global potentiel**

La professeure Fairlie est très enthousiaste quant au potentiel de ce vaccin candidat. « C'est une perspective formidable de pouvoir disposer d'un excellent moyen de prévenir la tuberculose sans l'obligation de prendre un traitement ou de se rendre régulièrement dans un centre de santé », affirme-t-elle. « Un vaccin efficace pourrait transformer radicalement la prévention de la tuberculose, améliorant la santé publique et les conditions socio-économiques des populations affectées. »

Avec ces essais en cours, l'espoir renaît pour des millions de personnes dans le monde entier, alors que la lutte contre la tuberculose entre dans une nouvelle ère.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Climate Clock Bénin : les jeunes béninois donnent de la voix pour l'énergie renouvelable à la Climate Emergency Day 2024

*Le 20 juillet 2024, l'amphithéâtre Fakambi de l'université d'Abomey-Calavi a accueilli plus d'une cinquantaine de jeunes passionnés pour la Climate Emergency Day 2024, organisée par Climate Clock Bénin. De 13h à 18h, l'événement a rassemblé des participants, des partenaires et des invités, tous animés par une réflexion profonde sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».*



En lançant officiellement la conférence, Crispus Dandaho, membre de l'équipe de Climate Clock Bénin, a souhaité la

bienvenue aux participants rappelant la nécessité d'échanger pour trouver des solutions à la crise climatique. Son intervention a été suivie de celle de Issiba Koba, représentante du Directeur Général pour l'Environnement et le Climat. Son exposé a mis en lumière les besoins et priorités du Bénin en matière d'énergies renouvelables. Issiba Koba a souligné l'importance des divers instruments politiques pouvant servir de cadre aux actions environnementales des jeunes. Elle a également mis en avant les nombreux mécanismes de financement disponibles pour soutenir les initiatives vertes portées par les jeunes.

Un panel de discussion, composé principalement de jeunes leaders d'organisations et d'associations œuvrant pour la justice climatique a servi de cadre pour les échanges sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».

Ghislain Mahouton, adjoint responsable du bureau d'organisation, a apporté des précisions importantes sur l'impact des énergies fossiles. « D'après les Nations-Unis, les énergies fossiles représentent 75 % des émissions de gaz à effet de serre et 90 % des émissions de dioxyde de carbone qui retiennent la chaleur du soleil », a-t-il informé. Il a ajouté : « Il est temps d'arrêter les énergies fossiles et de financer notre avenir. »

Pour illustrer cette transition, l'équipe de Climate Clock propose des solutions concrètes telles qu'une transition juste vers 100% d'énergies renouvelables, le financement du climat, la protection des terres indigènes, l'atteinte de la parité de genre, et le désinvestissement des énergies fossiles.

Cette journée mémorable a été clôturée par une marche pour la justice climatique qui a rassemblé de nombreux jeunes, renforçant leur engagement pour la cause. Cette mobilisation des jeunes béninois lors de Climate Emergency Day 2024 montre une détermination sans faille à faire entendre leur voix pour la justice climatique.

***Josué Mahugnon TCHAGNONSI***